



L'ancien Président allemand, Horst KÖHLER reçu en audience par le Président du Faso

*L'information des campus et des centres de recherche pour le monde,
L'information du monde pour les campus et les centres de recherche*



Sciences-Campus Info

Science - Politique - Education - Société - Economie

Quotidien n°340 du dimanche 26 mars 2017 / Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Quotidien numérique

Découvrez vos offres d'emploi à partir de la page 20.

Master en Science Economique et de Gestion

Les étudiants suspendent les cours pour demander l'ouverture d'un laboratoire [Page 4](#)



Lutte contre les grossesses précoces en milieu scolaire: Les élèves du lycée départemental de Bouroum-Bouroum sensibilisés

[Page 7](#)



La CGT-B demande l'exonération de l'IUTS sur les primes et indemnités des travailleurs

[Page 2](#)



**Vous voulez communiquer sur votre organisation, vos valeurs, votre vision...
Ce support, c'est ce qu'il vous faut...**

Avec Sciences-Campus Info, l'impact est plus que certain.



La CGT-B demande l'exonération de l'IUTS sur les primes et indemnités des travailleurs

Région du Centre



Les responsables syndicaux à l'application de l'IUTS sur les primes et indemnités.

La Confédération général du travail du Burkina a tenu une assemblée générale ce jeudi 23 mars 2017 à la Bourse de travail de Ouagadougou. L'objectif de cette rencontre était d'informer l'ensemble des militants du collectif sur l'état d'avancement des discussions sur la question de l'Impôt unique du traitement salarial (IUTS).

Ce rendez-vous de la CGT-B

visait essentiellement à informer les militants et l'ensemble des travailleurs sur la question relative à l'IUTS sur les primes et indemnités des travailleurs.

En effet, depuis un moment, le gouvernement aurait manifesté le souhait d'étendre cette question aux travailleurs du public, chose qui, jusque-là s'adressait aux salariés du secteur privé. Le collectif CGT-B rejette cette disposition.

Norbert Ouangré, secrétaire général adjoint du collectif espère que le gouvernement répondra favorablement à leurs revendications initiales. « Nous voulons l'exonération de l'IUTS sur les primes et indemnités des travailleurs du privé, étant entendu que jusque-là, les travailleurs du public sont épargnés »

Par ailleurs, il a tenu à préciser que les divergences qui existent actuellement entre les structures

La suite à la page 3.



SOCIÉTÉ

La suite de la page 2.



Les militants de l'UAS étaient présents à la bourse de travail.

syndicales sont de simples désaccords : « Ce n'est pas une division. Pour preuve, ce n'est pas la première fois qu'au sein de l'UAS on n'arrive pas à s'accorder sur une situation. Mais ce qu'il faut retenir c'est que, quand c'est ainsi, chaque organisation assume sa position ». Il ajoute

que des points de vue peuvent être différents entre les syndicats.

Il conclut en précisant que le débat sur la question est ouvert au niveau de l'UAS car le collectif entend continuer à discuter et il y a des chances qu'il arrive à s'accorder là-dessus.

Alfred Sié KAM/Rédaction SCI

publiez vos annonces légales
sur **Sciences Campus Info**



Master en Science Economique et de Gestion Les étudiants suspendent les cours pour demander l'ouverture d'un laboratoire

Région du Centre-Ouest



Quelques membres du comité d'organisation (dont le porte-parole ZOU Oumarou au milieu).

Les étudiants inscrits en master à l'Unité de Formation et de Recherche (UFR) Science Economique et de Gestion (SEG) ont pris la décision de suspendre leurs cours à partir de la semaine du 13 face aux difficultés qu'ils traversent. Il s'agit d'un problème d'encadrement pour la rédaction de leurs mémoires, dû à l'absence de laboratoire en Science Economique et de Gestion à l'université de Koudougou. Ils projettent

mobiliser les autres étudiants de l'UFR si rien n'est fait.

Les étudiants en année de master en SEG estiment que leur formation est négligée par l'Université. Cela a conduit à la situation qu'ils vivent actuellement. En effet, ces derniers disent connaître des difficultés dans leur encadrement pour la rédaction des mémoires. Il n'existe pas de cadre formel pour l'encadrement. Pour faire face à cette difficulté, l'Université a proposé de les affilier à des

laboratoires de Ouagadougou. Cependant les étudiants de l'Université de Koudougou (UK) estiment que cela posera d'autres difficultés dans la mesure où ils résident à Koudougou et seront obligés de se rendre à Ouagadougou et que les enseignants de Ouagadougou sont déjà saturés par leurs étudiants. C'est pourquoi ils proposent l'ouverture d'un laboratoire en SEG à l'Université de Koudougou. Ils estiment que les conditions pour l'ouverture d'un laboratoire en

La suite à la page 5



UNIVERSITÉ

La suite de la page 4

SEG sont réunies. Il y a la volonté et la présence des enseignants à accompagner les étudiants. Ils citent en guise d'exemple le Pr Diarra maître de conférences en SEG à l'UK, le Pr Idrissa Ouédraogo, le Pr Pamet le Dr Eugénie Maïga.

L'ouverture d'un laboratoire en SEG permettra non seulement d'encadrer de manière formelle les étudiants en master mais sera aussi une opportunité pour eux de continuer leurs études en doctorat. Les étudiants en année de master indexent l'absence de volonté de la part des autorités universitaires de Koudougou pour l'ouverture d'un laboratoire en SEG. Pour eux, aucune raison concrète n'est donnée pour justifier le refus de l'ouverture du laboratoire par les

autorités universitaires pendant que ces dernières ouvrent des laboratoires dans d'autres filières dont elles en sont les directeurs. Les étudiants en année de master en SEG ont constitué un comité de crise de 09 membres chargés de mener les concertations avec l'administration. Ce comité estime se diriger vers l'épuisement de toutes les issues diplomatiques et prévoit de mobiliser l'ensemble des étudiants de l'UFR SEG si toutefois rien n'est fait. A l'endroit des administrateurs, les étudiants en année de master préviennent qu'ils ne défendent pas l'intérêt d'un individu particulier mais plutôt celui des étudiants, ils demandent plus d'attention à leur doléance. Quant à leur camarade, ils leur demandent de s'apprêter

pour une quelconque mobilisation. Ils tiennent à préciser qu'ils n'ont pas pour objectif d'accentuer le retard à l'UK mais qu'il ne sert à rien d'avancer au regard d'un certain nombre de problème. En rappel, les étudiants de l'UK ont lutté pour l'ouverture du master. L'UK est à sa première promotion de master en SEG. Ce master regroupe 30 étudiants inscrits dont 5 abandons. Ils ont commencé les cours en octobre 2015 et sont à la moitié des cours de la 2^e année de master même si les résultats du S8 n'ont pas été encore délibérés.

Prince Omar pour SCI

Brève

Burkina Faso: Selon les autorités burkinabé le commanditaire des attaques du 15 janvier 2016 à Ouagadougou serait le Malien Ould Nouiny, alias El Hassan, émir du groupe al-Mourabitoune de Mokhtar Belmokhtar. Son nom a été dévoilé par le chef d'état-major adjoint de la gendarmerie burkinabè au cours d'une conférence de presse vendredi 24 mars. Le chef des opérations, Mimi Ould Baba Cheickh, et le transporteur du matériel, Ibrahim Ould Mohamed, impliqués également dans l'attaque de Grand-Bassam, sont deux anciens pensionnaires du site des réfugiés de Mentao, au nord du pays, selon les enquêteurs. Ils sont actuellement entre les mains des forces de sécurité maliennes.



Rédaction SCI



Validation stratégie foncière du projet de sécurité alimentaire dans l'Est du Burkina (psae) à fada : les acteurs se concertent

Région de l'Est



Le présidium.

Le projet de sécurité alimentaire dans l'Est du Burkina (PSAE) se dote d'une stratégie de sécurisation foncière. Il a réuni ce 10 mars 2017 à Fada N'Gourma les responsables des 27 communes de la région et les différents services techniques déconcentrés à un atelier de validation de ladite stratégie qui entre dans la composante 3 du projet. Sa mise en œuvre devrait permettre l'opérationnalisation des services fonciers ruraux des collectivités.

Pilier essentiel de développement de toute nation, la sécurité alimentaire interpelle tous les

acteurs. Elle ne saurait être atteinte sans une politique de sécurisation foncière. C'est pourquoi, le projet de sécurité alimentaire dans l'Est du Burkina (PSAE) se dote d'une stratégie foncière, qui entre dans le cadre de sa composante 3. » Un investissement sans sécurisation foncière est un grand risque. Le capital terre est aujourd'hui sujet à de nombreuses difficultés. Les aménagements, dès lors qu'on veut commencer, déjà il y a des problèmes du fait que les propriétaires ne veulent pas céder » a déclaré le coordonnateur du projet Barou Oumar OUEDRAOGO.

Les collectivités assurent la maîtrise d'ouvrage déléguée des réalisations du PSAE et la validation de cette stratégie, devrait

permettre de l'opérationnalisation des services fonciers ruraux des communes. Rodrigue BATIONO expert foncier à l'unité de gestion dudit projet a affirmé que la validation de cette stratégie allait leur permettre de baliser et de donner les rôles et missions de chaque acteur dans l'utilisation des outils et des démarches

La mise en œuvre de la composante 3 du PSAE, va coûter plus de deux milliards de francs CFA.

DIALLO Issaka Souleymane pour SCI



Lutte contre les grossesses précoces en milieu scolaire: Les élèves du lycée départemental de Bouroum-Bouroum sensibilisés

Région du Sud-Ouest



(Le public du lycée départemental de Bouroum-Bouroum s'est dit très satisfait de la sensibilisation).

La Direction Régionale des Droits Humains et de la Promotion Civique du Sud-Ouest en collaboration avec l'ONG PLAN INTERNATIONAL mène des séances de sensibilisation sur des thèmes en rapport avec les mariages précoces et les grossesses non désirées dans dix(10) établissements secondaires de la province du Poni. L'étape de Bouroum-Bouroum s'est déroulée le 03 mars 2017 au le Lycée Départemental.

Les grossesses précoces ou non désirées connues longtemps dans les établissements secondaires

prennent de plus en plus des proportions inquiétantes dans le monde en général et particulièrement au Burkina Faso. Selon l'Organisation Mondiale de la Santé(OMS), il survient chaque année 80 millions de grossesses non désirées, ce qui occasionne 45 millions d'interruption volontaire de grossesses, qui a pour conséquences 70 000 décès dont 97% sont enregistrés dans les pays en développement. Le Burkina Faso enregistre chaque année un nombre important de grossesses précoces signalées de toutes parts. Et selon une étude commanditée par le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance(UNICEF),le Ministère des Enseignements Secondaire et Supérieur et le

Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation, près de mille seize(1016) cas ont été enregistrés dans sept(07) régions du pays au cours de l'année scolaire 2011-2012. Malheureusement, le phénomène prend de plus en plus de l'ampleur et influe négativement sur le maintien et le décès des filles à l'école, affectant ainsi leur vie. A titre illustratif, pour la seule année de 2013, on a enregistré en milieu scolaire et non scolaire 2565 cas dans la région du Centre et 3291 dans la région des Cascades. La région du Sud-Ouest en a enregistré 930 pour la même période. De 2012 à 2016 la région du Sud-Ouest a enregistré au total 1044 cas de grossesses dans les écoles et établissements

La suite à la page 8.



ÉDUCATION

La suite de la page 7.

secondaires. Dans le Lycée Départemental de Bouroum-Bouroum rien qu'au premier trimestre de l'année scolaire 2016-2017, trente et deux (32) élèves sont porteuses de grossesse, soit un pourcentage de 10% des 293 filles. En rappel le lycée départemental de Bouroum-Bouroum a ouvert ses portes au cours de l'année scolaire 2000-2001. Aujourd'hui, il compte douze (12) classes avec un effectif de sept cent vingt six (726) élèves soit deux cent quatre vingt treize (293) filles et quatre cent trente trois (433) garçons. Sept (07) personnes assurent l'aspect administratif et une vingtaine de personnes assurent l'encadrement pédagogique des élèves. Au cours de l'année scolaire 2015-2016, l'établissement a obtenu un taux de succès de 37,15% au BEPC et 56,25% au BAC série A4. Face à la situation, l'ONG PLAN INTERNATIONAL à travers son soutien financier, a permis à la Direction Régionale des Droits Humains et de la Promotion Civique du Sud-Ouest de mener des causeries-débats. Cette dizaine de séances de sensibilisation va s'intéresser aux élèves, encadreurs, parents d'élèves, leaders coutumiers et religieux du : CEG de Hello, lycée professionnel régional Doma Somé de Gaoua, lycée Thuongba de Gaoua, lycée des écoles de Métiers de Gaoua, CEG le Creuset de Gaoua, lycée départemental de Gbomblora, de Bousséra, de Périgban, de Bouroum-Bouroum et du lycée départemental de Malba.

En plus du phénomène de grossesses non désirées, c'est un lycée qui manque de tout et les problèmes sont aussi longs qu'une journée de famine a dit le Proviseur Pascal Kambiré. Selon le Proviseur, cette séance



(Pascal Kambiré, Proviseur du lycée départemental de Bouroum-Bouroum en pantalon rouge et tenant le micro a souhaité la bienvenue de l'équipe).

de sensibilisation est une très bonne initiative en ce sens qu'elle viendra renforcer les actions déjà entreprises par les responsables de l'établissement et permettra aussi de trouver des voies et des moyens pour venir à bout du fléau crucial peut être que dans les autres établissements de la région. Ces élèves ont été sensibilisés sur les conséquences des grossesses à travers une causerie-débat et une projection de film. Ils ont reçu des enseignements sur des notions telles l'enfant, le mineur, le mariage, le mariage précoce, la grossesse, la grossesse précoce ou non désirée, les conséquences ou liens entre enfant et mineur et bien d'autres termes par l'animateur du jour Ibrahim Traoré. Ils ont été invités à donner les causes et apporter des éléments de solution à ce fléau. A l'image de ses camarades élèves, Benjamin Momo en classe de seconde (2nd A4) tire un bilan de satisfaction. Mais il pense que les parents ont leur part de responsabilité et les interpelle à assurer l'éducation familiale. Il pense également que ces grossesses précoces ne sont pas à l'actif seulement des élèves

garçons. Pour cela, il demande que la sensibilisation soit élargie aux jeunes de la commune de Bouroum-Bouroum. Awa Roko demande à ses camarades élèves surtout aux filles de s'abstenir afin d'éviter les grossesses non désirées. Elle sait que c'est difficile parce que la pauvreté les expose mais pense qu'elles peuvent résister a-t-elle indiqué.

A l'issue de la séance de sensibilisation, le chef d'équipe Ibrahim Traoré Conseiller en Droits Humains, a instruit les élèves de prendre un engagement en adoptant des comportements désormais responsables en matière de sexualité afin de ne plus mettre les filles en situation de grossesses ou de mariages précoces.

**Kissogo Abdoul Karim Ouattara
pour SCI**



Cinquantenaire du LTN/ ASL : Les anciens élèves se sont mobilisés pour le devoir de mémoire

Région du Centre



Les aînés ont exhorté les jeunes à plus de civisme et plus d'ardeur au travail.

Le Lycée technique national Général El Hadj Sangoulé Lamizana a fêté ses 50 ans d'anniversaire le samedi 18 mars 2017 à Ouagadougou. Anciens élèves, professeurs, élèves et parents d'élèves sont sortis nombreux à l'occasion de la célébration du jubilé d'or du Lycée technique national Général El Hadj Sangoulé Lamizana (LTN/ASL) ex Lycée technique de Ouagadougou (LTO) le samedi 18 mars 2017 à Ouagadougou dans l'enceinte dudit établissement.

Le ministre de l'éducation nationale, Jérémie Coulibaly patron de la cérémonie et aussi ancien élève du LTN/ASL a exprimé ses sentiments

en ce jour d'anniversaire : « ça fait tout drôle, c'est d'abord un sentiment de fierté, mais aussi et surtout un sentiment de gratitude. La présence des anciens élèves notamment celle de la première promotion de 1965 à cette célébration est un message fort. Un message qui s'adresse à la jeune génération présente pour dire que seul le travail, l'engagement et la détermination payent, il n'y a pas de courte échelle ». Cette promotion de 1965 dans différents métiers actuellement est venue témoigner de cela pour donner envie aux élèves actuels de continuer de se battre pour porter haut le flambeau de ce pays a-t-il ajouté. Malgré que le LTN/ASL, dans le passé, soit le

seul Lycée technique du Burkina, il a fait de belles prouesses c'est donc logique que ces cinquante ans soient célébrés pour son bon et loyaux services a signifié le patron de la dite cérémonie.

Placé sous le thème : « Enseignement techniques et formation professionnelle, quelles perspectives pour une insertion socio-professionnelle des jeunes ? Etat des lieux, difficultés et perspectives », le choix de ce thème va en droite ligne avec le programme du gouvernement qui entend réorienter le système éducatif d'un enseignement général vers celui qui forme plus au métier selon Jean Martin Coulibaly. Le représentant des

La suite à la page 10



ÉDUCATION

La suite de la page 9.

parrains de ce jubilé, un ancien élève, le ministre de l'habitat et urbanisme Dieudonné Maurice Bonnanet, a affirmé que c'est avec beaucoup d'émotion qu'il vit cet instant de retour sur ses pas. Il a révélé qu'il y a de cela 46 ans qu'il a foulé la classe de 6^e du LTN/ASL, donc un grand jour. Pour lui, c'est un arrêt sur une partie de sa vie. Le représentant de l'association des anciens élèves, Daniel Da Hien a invité l'ensemble des anciens élèves à un retour au LTN/ASL pour la construction de cet établissement. Selon lui, le LTN est leur maison commune et il est de leur devoir d'accomplir cette tâche. Certains anciens élèves ont indiqué que les installations de cet établissement n'ont pas changé depuis 1972. A ce sujet, le patron de ce cinquantenaire a répondu que le désir de ne plus vouloir toujours des installations obsolète n'est pas tout fait avéré. Il a indiqué qu'il s'agissait d'une question de maintenance et d'entretien. Cependant, a-t-il ajouté, « les technologies pourraient être améliorées mais que l'amélioration doit aller de pair avec ce qui se fait dans le système industriel burkinabè ». En cette année 2017, des études de faisabilité et architecturale seront menées pour la réalisation de quatre lycées techniques au Burkina Faso a annoncé Jean Marti Coulibaly. Concernant l'appel lancé par les élèves quant à leur insertion professionnelle, Dieudonné Maurice a notifié que ce cri de cœur a été entendu. Il a souligné que son ministère emploie déjà beaucoup de produit dudit lycée. La présence des anciens en plus des ministres Jean Martin Coulibaly, Dieudonné Maurice Bonnanet figurent le ministre de la



Les participants.



Le patron de la cérémonie, Jean Martin Coulibaly a témoigné que de 14 classes, le LTN/ASL est passé à 46 classes.

défense des anciens combattants, Jean Claude Bouda, de l'ex ministre de la transition Nebilma Yaro et de nombreux autres cadres du pays, le DG des élèves du LTN/ASL, Clauvis Ouangrawa a indiqué que cette présence des aînés les invite redoubler beaucoup d'ardeur et d'abnégation au travail pour prendre leur relève. Il a pris l'engagement pour que le LTN/ASL soit le porte flambeau du civisme au Faso. Trois anciens enseignants de ce lycée ont vu leur mérite

récompensé au cours de cette célébration. Deux tomes des livres de Sangoulé Lamizana, « Sous le drapeau et sous la brèche », ont été remis par la famille de ce dernier au proviseur du LTN/ASL au cours de cette solennité.

Dorothee HIEN pour SCI



ACTIVITE DU GOUVERNEMENT

L'ancien Président allemand, Horst KÖHLER reçu en audience par le Président du Faso

Allemagne

En visite officielle à Berlin, le Président du Faso, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE a reçu en audience en début de matinée du mercredi 22 mars 2017, l'ancien Président allemand de 2004 à 2010, Monsieur Horst KÖHLER. Au menu de leurs échanges, la coopération bilatérale.

A l'issue de l'audience, Monsieur Horst KÖHLER a confié avoir eu « des discussions fructueuses avec le Président du Faso et le féliciter pour la stabilité qui prévaut au Burkina car il faut la stabilité pour créer un environnement favorable aux investissements ». Selon l'ancien Président allemand, la visite du Président du Faso « vient à point nommé parce qu'en juin prochain, l'Allemagne abritera une rencontre du G20 et la Chancelière Angela MERKEL qui en est la présidente, mettra à profit sa présidence pour inscrire certains points de la coopération à l'ordre du jour ». Sur le plan de la coopération bilatérale, le Président Roch Marc Christian KABORE et Monsieur Horst KÖHLER ont évoqué des questions relatives à « la formation technique et professionnelle pour les jeunes, au développement des petites et moyennes entreprises et à l'énergie ».



Le Président du Faso, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE a reçu en audience, l'ancien Président allemand de 2004 à 2010, Monsieur Horst KÖHLER.



Sur le plan de la coopération bilatérale, le Président Roch Marc Christian KABORE et Monsieur Horst KÖHLER ont évoqué des questions relatives à « la formation technique et professionnelle pour les jeunes, au développement des petites et moyennes entreprises et à l'énergie ».



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Le ministre en charge de la Communication à la RTB/télé : Des échanges pour un media de service public plus performant

Région du Centre



Les échanges ont porté sur le fonctionnement de la maison et les difficultés auxquelles sont confrontés les travailleurs.

Le ministre de la Communication et des relations avec le parlement, Rémis Fulgance Dandjinou a visité la RTB télé, ce mercredi 22 mars 2017, en compagnie des responsables de la structure dont la directrice générale, Danielle Bougaïré.

A son arrivée, le porte-parole du gouvernement a, tour à tour, visité la salle de rédaction, celle des archives, le service des sports, la production et le studio du JT.

Au terme de cette visite, il a échangé durant une heure avec les agents. Les échanges ont porté sur le fonctionnement de la maison et les difficultés auxquelles sont confrontés les travailleurs.

Diverses préoccupations ont été soulevés par les travailleurs, parmi lesquelles les questions de matériels dont dispose la télévision, qui ne sont pas forcément aux normes alors que le Burkina Faso doit passer à la TNT, le 30 septembre 2017, les enjeux du basculement de la RTB au numérique avec toutes les conséquences qui s'en suivront, la formation des agents (notamment des techniciens) avec en toile de fond la question des curricula au niveau de l'ISTIC.

Après avoir écouté les uns et les autres, le ministre de la Communication et des relations avec le Parlement, Rémis Fulgance Dandjinou pense qu'il y a un problème de communication à résoudre car il faut que tout

le monde soit au même niveau d'information par rapport à ce qui est mis en œuvre.

Il a ajouté que certaines préoccupations soulevées par les agents trouvent leur réponse dans la politique mise en place par la direction générale de la RTB. En outre, le ministère entend s'assumer sur les aspects qui lui concernent, notamment les efforts pour la mise à niveau des plateaux de la RTB/télé et la formation des agents pour faire face au passage à la TNT.

DCPM/ MCRP



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Sécurité privée : Le syndicat sollicite l'accompagnement du Ministre d'Etat pour la réforme du secteur

Région du Centre

Le Ministre d'Etat, Ministre de la Sécurité, Simon Compaoré, a reçu en audience le mardi 21 mars 2017, une délégation du Syndicat national des agents de la sécurité privée du Burkina Faso. Conduit par son Secrétaire général, Salam Ouédraogo, le syndicat est venu faire part au ministre des difficultés liées à la prestation des sociétés de gardiennage.

«Nous sommes venus rencontrer monsieur le Ministre de la Sécurité pour lui faire part du souci que le syndicat a actuellement. Ces difficultés sont liées à la prestation que les sociétés de gardiennage donnent à leurs clients, mais aussi à la manière dont ils traitent les vigiles. Les vigiles sont mal traités et nous avons présenté un décret au ministre qui n'est pas respecté sur le terrain. Nous avons demandé à ce que des mesures soient prises pour la relecture du décret. Nous sommes sur le terrain avec les prestataires et nous ne sommes pas satisfaits de la prestation et de la manière dont nos collègues sont traités. Donc nous souhaitons que le secteur de la sécurité privée soit réformé », a déclaré Salam Ouédraogo, à l'issue de l'audience. A en croire le Secrétaire général du syndicat national des agents de la sécurité privée du Burkina Faso, le Ministre d'Etat a promis prendre des mesures pour interpellé qui de droit pour que des solutions soient trouvées.



Le Ministre d'Etat, Ministre de la Sécurité, Simon Compaoré, a reçu en audience le mardi 21 mars 2017, une délégation du Syndicat national des agents de la sécurité privée du Burkina Faso.



Nous sommes venus rencontrer monsieur le Ministre de la Sécurité pour lui faire part du souci que le syndicat a actuellement.

**La Direction de la
Communication et de la Presse
Ministérielle du Ministère de la
Sécurité**



Amélioration de la gouvernance économique : le gouvernement lance un nouveau projet

Région du Centre



Dans le domaine de la gestion des finances publiques, le Burkina Faso, à l'instar des autres pays de la sous-région, est confronté à de nombreux défis.

Le Ministère de l'économie, des finances et du développement et la Banque mondiale ont procédé ce jeudi 23 mars 2017 à Ouagadougou, au lancement officiel du projet de Gouvernance économique et de participation citoyenne. D'un montant global de plus de 30 millions de dollars US, ce projet vise à renforcer la mobilisation des ressources intérieures et à améliorer la gestion des ressources publiques. La cérémonie a été présidée par Mme Pauline ZOURE, Secrétaire d'Etat chargé de l'Aménagement du territoire, représentant Mme Hadizatou

Rosine COULIBALY/SORI, Ministre de l'économie, des finances et du développement.

Dans le domaine de la gestion des finances publiques, le Burkina Faso, à l'instar des autres pays de la sous-région, est confronté à de nombreux défis. Il s'agit, entre autre, de la faible mobilisation des recettes fiscale et douanière, des faiblesses dans l'exécution budgétaire, des contraintes dans l'administration fiscales caractérisées par des procédures administratives plus ou moins efficaces, des faiblesses dans

la collecte des arriérés et une couverture limitée, des goulots d'étranglement dans les processus d'exécution budgétaire affectant négativement les résultats en termes de développement, la faible participation des citoyens dans la gestion des ressources publiques etc.

En réponse à ces manquements, le ministère de l'économie, des finances et du développement, avec l'appui de la Banque mondiale, a initié le projet de gouvernance économique et de participation citoyenne (PGEPC). Ce projet, financé par la Banque Mondiale (30 millions de dollars

La suite à la page 15



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 14.



Mme Pauline ZOURE, Secrétaire d'Etat chargé de l'Aménagement du territoire, représentant Mme le Ministre de l'économie, des finances et du développement s'est réjoui du lancement officiel du projet de gouvernance économique et de participation citoyenne.

US) et l'Etat Burkinabé (750 000 dollars US), vise à renforcer les mécanismes déjà existants pour assurer une meilleure gestion des ressources publiques.

Le projet s'exécutera à travers quatre composantes. La première concerne le renforcement de la participation citoyenne et de la redevabilité (veille citoyenne, accès aux informations relative à la gestion des finances publiques). La deuxième composante consiste à l'amélioration de la mobilisation des recettes intérieures et de la gestion des dépenses (simplification des mesures fiscale et douanières). La troisième composante du projet, vise la mise en place d'un Fonds de Réponse Rapide dont l'objectif sera d'apporter un soutien dans la mise en œuvre de priorités additionnelles qui pourraient émaner des autorités. Enfin, la quatrième composante correspond à la gestion du

projet notamment la constitution d'une coordination et d'une fonction administrative du projet.

Mme Pauline ZOURE, Secrétaire d'Etat chargé de l'Aménagement du territoire, représentant Mme le Ministre de l'économie, des finances et du développement s'est réjoui du lancement officiel du projet de gouvernance économique et de participation citoyenne. Elle a indiqué que le projet a besoin, d'une part du soutien et de l'adhésion des bénéficiaires (Ministère de la santé, Ministère des infrastructures, Agence Nationale de Promotion des TIC, ASCE-LC, ARCOP, Conseil National des organisations de la société civil, la Direction Générale du Budget, la direction générale des impôts, la direction générale du trésor et de la comptabilité publique, la direction générale des douanes, la direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers,

la direction générale des services informatiques etc.) et d'autres part de l'abnégation de l'équipe chargée de sa mise en œuvre. Tout en exprimant la gratitude du Gouvernement Burkinabé à la Banque Mondiale pour cet appui, Mme Pauline ZOURE a émis le vœux de voir ce projet réussir sa mission à l'horizon 2021 toute chose qui permettra d'améliorer la transparence, d'élargir l'assiette fiscale et de renforcer la performance des dépenses publiques etc. Par ailleurs, M. Cheick Fantamady KANTE, représentant résident de la Banque Mondiale au Burkina, a rassuré de la disponibilité de son institution à accompagner l'Etat Burkina pour offrir des services de bases de qualité à la population.



Renforcement de compétences de la DSF : L'OMS donne un véhicule et du matériels informatiques

Région du Centre



« Ce don se situe dans le cadre habituel de la collaboration entre l'organisation mondiale de la santé et le ministère de la santé du Burkina, en particulier la direction de la santé de la famille (DSF) » selon Dr Fousséni Dao, représentant la représentante de l'OMS au Burkina.



L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a remis le jeudi 23 mars 2017 à Ouagadougou, du matériel informatique et un véhicule 4x4, à la direction de la santé et de la famille. Du matériel informatique et un véhicule 4x4 pour renforcer les capacités de la direction de la santé de la famille (DSF). Ce geste est de l'organisation mondiale de la santé (OMS).

En rappel, l'OMS apporte plusieurs appuis au ministère de la santé notamment des appuis techniques dans le cadre de l'élaboration de certains outils dans le cadre de la santé de la mère et de l'enfant.

La suite à la page 17.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 16.



Photo de famille.

« Ce don se situe dans le cadre habituel de la collaboration entre l'organisation mondiale de la santé et le ministère de la santé du Burkina, en particulier la direction de la santé de la famille (DSF) » selon Dr Fousséni Dao, représentant la représentante de l'OMS au Burkina. Dr Dao a souhaité que ce matériel soit utilisé à bon escient pour des « résultats probants qui puissent faire baisser

la mortalité maternelle, néonatale et infanto-juvénile ». Dr Ramatou Windsouri Sawadogo, directrice de la santé de la famille, a remercié le partenaire, l'OMS pour cet apport. « Les besoins sont énormes, les défis sont grands et les ressources sont limitées au niveau du ministère » renchérit Dr Sawadogo. Elle a par ailleurs, invité d'autres partenaires à emboîter les pas de l'OMS afin de mieux accompagner les structures au niveau périphériques pour l'offre

de soins aux femmes et aux enfants. En rappel, l'OMS apporte plusieurs appuis au ministère de la santé notamment des appuis techniques dans le cadre de l'élaboration de certains outils dans le cadre de la santé de la mère et de l'enfant.

DCPM/Santé



ANNONCE

Le Centre d'Examen Européen

organise 3 sessions de cours
d'anglais intensif en 2017



- Du 15 février au 15 mars
- Du 15 Juillet au 15 août
- Du 15 septembre au 15 octobre

Obtenir un niveau supérieur avec une attestation

Préparation aux : TOEIC - TOEFL

Nous vous offrons aussi la possibilité d'apprendre l'anglais en ligne et obtenir une attestation avec ED - ENGLISH DISCOVERIES qui est une solution complète d'apprentissage de l'anglais.

Les cours se déroulent du lundi au vendredi de 18h à 20h

INSCRIPTIONS OUVERTES

A Ouaga, contact: 72 07 20 20

A Bobo, contact: 72 07 09 09

Email : contact@ebs-edu.fr

Site web : www.sciences-campus.org

40 000
F CFA

- Ouagadougou au centre d'examen européen, situé à Ouaga 2000 sur l'avenue Sembene Ousmane à 500m de l'ambassade des Etats Unis;
- Bobo à ISC-bobo, au centre-ville Avenue Guillaume, Immeuble Sanga Madi;



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: Recruteurs d'adhérents Greenpeace (H/F) à RENNES !

Description

Greenpeace est une organisation indépendante des Etats, des pouvoirs politiques et économiques. Notre but est de dénoncer les atteintes à l'environnement et d'apporter des solutions qui contribuent à la protection de l'environnement et à la promotion de la paix. Notre ONG est 100% indépendante grâce aux dons de nos 180 000 adhérents.

Pour assurer l'indépendance financière de Greenpeace, nos équipes de recruteurs d'adhérents vont au contact des passants pour leur proposer de nous soutenir financièrement.

Vous avez le sens du contact et l'esprit d'équipe? Vous êtes prêt-e à relever de nouveaux défis ?

Postulez pour un emploi de Recruteur d'adhérents (H/F) A RENNES !

Nous vous proposons de nous rejoindre pour des missions de 4 semaines à partir du 13 avril 2017 – Ouvert aux débutants

Quel que soit votre parcours,

cet emploi vous permettra d'acquérir de nouvelles compétences et des connaissances pointues sur les questions environnementales.

Des missions variées tout au long de l'année :

A partir d'une première expérience, vous pourrez rejoindre d'autres missions :

– missions fixes ou « porte à porte » ou « salons » dans une même ville

– missions itinérantes sur une région

– missions innovantes

– missions hors de France métropolitaine

Une évolution durable, à nos côtés !

Pour votre première mission, vous bénéficierez d'une rémunération horaire de base de 12 € brut (prime incluse), qui évoluera rapidement après plusieurs missions.

Avec de l'expérience, vous pourrez postuler pour devenir Responsable d'équipe, Coordinateur ou évoluer vers d'autres métiers de Greenpeace.

Votre profil :

Quelles sont les qualités indispensables pour le poste de Recruteur d'adhérents ?

– Le sens du contact – Un esprit d'équipe et de solidarité

– Le sens du résultat – Une envie d'évoluer, debouger, devoyager!

Transmettez-nous votre candidature (CV et lettre de motivation) avant 25 mars 2017.

Les entretiens auront lieu à Rennes les 06 et 07 avril 2017.

Ville Rennes

Fonctions Animation, Formation, Communication

Activités Agriculture, Environnement

Pays Europe, France

Contrat C D D

**Postuler en ligne
<https://www.greenpeace.fr/offre-d-emploi/recruteurs-d-aderents-a-rennes-hf/>**

Date de fin de validité 25/03/2017



JOBS CAMPUS

Avis de recrutement

Poste: Conseiller Agriculture
- **Dublin** - **Irlande**

La description

Profession:
Conseiller agricole

Rapports à :

Conseiller principal pour l'alimentation et la nutrition / alimentaire responsable de l'équipe de sécurité et moyens de subsistance

Assurer la liaison avec:

D'autres unités dans la stratégie, la défense et le département d'apprentissage, les bureaux de pays, Département des programmes internationaux et l'Unité d'urgence.

Lieu de travail:

Dublin avec Voyage à l'étranger **Voyage à substantiel**

Détails du contrat:

Poste permanent

Band Pay:
5: € 41747 - 49114 €

Objectif de l'emploi:

Promouvoir la sécurité alimentaire, les moyens d'existence et l'élimination

de l'extrême pauvreté dans les pays les plus pauvres grâce à la fourniture d'un soutien technique et stratégique aux programmes nationaux et le partage de la preuve et l'apprentissage au sein Concern et au-delà.

Le rôle se concentrera sur les cultures, l'élevage et la production de légumes, les chaînes de valeur agricoles et la gestion des ressources naturelles avec un fort accent sur les zones tropicales humides et sub-humides, hauts plateaux et les zones côtières, ainsi que le soutien plus occasionnellement aux programmes de pays dans le Sahel et la Corne de l'Afrique.

Fonctions principales &

R e s p o n s a b i l i t é s :

· Assurer la direction technique pour les travaux de préoccupation sur les changements climatiques et l'agriculture, la nutrition agriculture sensible, l'agriculture et la protection sociale et les liens entre les petits propriétaires de la production agricole et le secteur privé.

· Fournir un appui technique et stratégique sur l'agriculture aux équipes de pays pour assurer des programmes de plus en plus intégrés sont conçus, mis en œuvre, suivis et évalués correctement. Il faudra notamment veiller aux programmes de Concern respectent les plus

hauts standards de qualité.

· Entreprendre une série de visites de soutien technique sur le terrain et fournir un soutien à distance aux équipes de pays. Il travaillera avec les équipes de pays à trouver des moyens novateurs de lutte contre le changement climatique, la résilience face aux catastrophes sujettes pays fragiles et la pauvreté rurale dans leurs programmes agricoles.

· Renforcer les capacités techniques des équipes de pays Concern par la formation formelle, des webinaires et le mentorat à distance.

· Synthétiser, documenter et partager des preuves concrètes et l'apprentissage des programmes de Concern. Cela démontrera notre leadership de la pensée dans la recherche de solutions innovantes dans les contextes difficiles dans lesquels nous travaillons.

· Les équipes de pays de soutien à l'intégration des questions d'inégalité et le risque et la vulnérabilité (conformément à la compréhension de préoccupations de l'extrême pauvreté) dans leurs interventions agricoles.

· Se tenir au courant des développements en cours dans la recherche et donner des conseils sur la façon dont cela peut être appliqué dans les programmes de Concern.

· Soutenir la recherche opérationnelle entrepris dans

La suite à la page 22



JOBS CAMPUS

La suite de la page 21

les programmes de Concern et développer des relations avec d'autres organismes, y compris les institutions de recherche et les universités (y compris les centres du GCRAI, comme ICRAF), des groupes de travail techniques et représentent Concern au sein des instances nationales, régionales et internationales comme pertinentes.

- Soutenir l'élaboration de propositions de programme, fournir des commentaires aux rapports annuels et les méta-critiques, le recrutement de personnel du programme de pays, et de participer à des initiatives multisectorielles / interdépartementales tels que l'induction du personnel.

- Collecte de fonds de soutien et de l'Unité des affaires nouvelles pour développer des relations avec les bailleurs de fonds et soutenir le développement de nouvelles propositions.

- Soutenir l'unité de plaidoyer pour alimenter les discussions politiques internationales liées à l'agriculture intelligente climatique et de la nutrition agriculture sensible.

- Être potentiellement déployé pour soutenir des interventions d'urgence jusqu'à six semaines.

Ville / Ville Dublin, Irlande

Expérience / Qualifications

Essential :

- Un diplôme de troisième cycle dans l'agriculture, la science des cultures, la production animale,

la médecine vétérinaire, la science des sols, la gestion des ressources naturelles, sciences de l'environnement ou dans un domaine connexe.

- Un minimum de travail de l'expérience de cinq ans dans le domaine de l'agriculture dans une ONG ou d'agences de développement, dont trois aurait dû être basée dans un pays en développement en Afrique subsaharienne ou en Asie.

- Expérience dans la planification, la mise en œuvre et l'évaluation des programmes agricoles dans divers contextes.

- Excellente compréhension des causes multiples de l'insécurité alimentaire et le rôle du secteur de l'agriculture au sein. Bonne compréhension des programmes intégrés en particulier les liens avec les marchés, la protection sociale, la santé et la nutrition.

- Expérience dans l'utilisation des méthodes participatives dans l'agriculture.

- Une bonne compréhension des questions d'inégalité par rapport aux programmes de sécurité alimentaire et les moyens de subsistance.

- Excellentes aptitudes interpersonnelles et organisationnelles; fonctionne bien dans le cadre d'une équipe multidisciplinaire. Adapter à l'évolution des priorités et des horaires de travail.

- Disposé à voyager à l'étranger jusqu'à 30% du temps de travail.

- Capacité à communiquer et écrire en anglais, distillant des informations potentiellement complexes dans des conseils accessibles aux différents publics. Capacité à collaborer avec les chercheurs à orienter la recherche vers des résultats pertinents et pratiques.

- Désireux d'apprendre et de promouvoir l'apprentissage. L'expérience de la conception de cours de formation et des matériaux.

S o u h a i t a b l e

- Expérience de travail dans les programmes intégrés multisectoriels, y compris la protection sociale, les moyens de subsistance, la nutrition, la santé et WASH. Une bonne connaissance des approches de changement social et de comportement.

- L'expérience de la gestion des bassins versants et des approches de développement côtier.

- Expérience de la culture et le traitement et l'analyse de la chaîne de valeur alimentaire.

- Appui à l'élaboration des politiques et de plaidoyer, une bonne compréhension de l'économie politique des décisions de politique agricole.

- Expérience de l'agriculture urbaine.

- Expérience de travail avec les institutions de recherche et les institutions et les réseaux nationaux et internationaux pertinents.

La suite à la page 23



JOBS CAMPUS

La suite de la page 21

· Connaissances de base sur les nouvelles approches et les technologies émergentes telles que les SIG et la modélisation du climat.

· Capacité à travailler en français.

Langues parlées

Anglais et capable de travailler en français

positions A u t r e

Domaines d'activité
Agriculture, Environnement

Pays
Europe, Irlande

contrats
Poste permanent

Durée de contrat

P e r m a n e n t

Salaire / Indemnité

€ 41747 - 49114 €

En ligne de lien d'application
<http://www.concern.net/jobs>

Publicité **date**
d'expiration 13/04/2017

Avis de recrutement

Poste: Recruteur d'adhérents Greenpeace (H/F) A PARIS

Description

Greenpeace est une organisation indépendante des Etats, des pouvoirs politiques et économiques. Notre but est de dénoncer les atteintes à l'environnement et d'apporter des solutions qui contribuent à la protection de l'environnement et à la promotion de la paix. Notre ONG est 100% indépendante grâce aux dons de nos 180 000 adhérents.

Pour assurer l'indépendance financière de Greenpeace, nos équipes de recruteurs d'adhérents vont au contact des passants pour leur proposer de nous soutenir financièrement.

Vous avez le sens du contact et l'esprit d'équipe? Vous êtes prêt(e) à relever

de nouveaux défis ?

Postulez pour un emploi de Recruteur d'adhérents (H/F) A PARIS !

Nous vous proposons de nous rejoindre pour des missions de 4 semaines à partir du 13 avril 2017 – Ouvert aux débutants

Quel que soit votre parcours, cet emploi vous permettra d'acquérir de nouvelles compétences et des connaissances pointues sur les questions environnementales.

Des missions variées tout au long de l'année :

A partir d'une première expérience, vous pourrez rejoindre d'autres missions :

– missions fixes ou « porte à porte » ou « salons » dans une même ville

– missions itinérantes sur une région

– missions innovantes

– missions hors de France métropolitaine

Une évolution durable, à nos côtés !

Pour votre première mission, vous bénéficierez d'une rémunération horaire de base de 12 € brut (prime incluse), qui évoluera rapidement après plusieurs missions.

Avec de l'expérience, vous pourrez postuler pour devenir Responsable d'équipe, Coordinateur ou évoluer vers d'autres métiers de Greenpeace.

Votre profil :

Quelles sont les qualités indispensables pour le poste de Recruteur d'adhérents ?

La suite à la page 23



JOBS CAMPUS

La suite de la page 22

- Le sens du contact - Un esprit d'équipe et de solidarité
- Le sens du résultat - Une envie d'évoluer, débouger, devoyager!

Transmettez-nous votre candidature (CV et lettre de motivation) avant 25 mars 2017, les entretiens auront lieu à Paris les 06 et 07 avril 2017.

Ville P a r i s

**Fonctions
Formation,
Gestion**

**Activités
Agriculture,**

**Pays
Europe,**

Contrat

Postuler en ligne

**Animation,
Coordination,
de projet**

Environnement

France

C D D

<https://www.greenpeace.fr/offre-d-emploi/recruteurs-d-adherents-a-paris-hf/>

Date de fin de validité 26/03/2017



Avis de recrutement

Poste: Child International sauvegarde Directeur Afrique de l'Ouest et du Centre

Description

BUT

Faire Save the Children sûr pour les enfants est un objectif stratégique global pour l'ensemble de l'organisation.

Nous avons une stratégie de sauvegarde des enfants dans le monde aligné sur les 17.000 employés forts au sein de Save the International Children et nos 30 plus les organisations membres qui comprennent des 8.000 employés. En outre, la protection des enfants est une initiative stratégique de base dans le cadre de notre stratégie 2016-2018. Ce rôle se situe

RÔLE:

dans le cadre d'une équipe de sauvegarde de l'enfance internationale régionale, un dans chacune de nos 5 régions.

Au niveau régional et des bureaux de pays, sauvegarde des enfants est sous-tendue par un ensemble global de normes qui sont évaluées chaque année, ainsi que par KPI qui sont déclarés contre sur une base trimestrielle. De plus, la région a été soutenue par des processus de vérification internes et externes qui ont identifié les domaines qui ont besoin d'être renforcées.

Ce rôle régional se concentrera sur l'activation des bureaux de pays de développer et de leurs ressources propres plans d'action afin de donner suite à cet ensemble d'exigences difficiles. Le poste assurera la

supervision et de l'expertise technique en matière exige la déclaration des et répondre à toutes les violations alléguées de sauvegarde des enfants. Cela est essentiel pour faire en sorte que notre peuple et nos programmes sont sûrs pour les enfants et adaptée à l'objectif.

Ce rôle devra combiner le renforcement des capacités d'innovation et de développement à la conformité robuste et la reddition de comptes ainsi que des aspects de plaidoyer de haut niveau.

Le rôle devra également veiller à ce que ce travail est intégré à l'intérieur et reliées entre elles avec les priorités de l'équipe de leadership régional et nécessite donc un titulaire du poste d'ancienneté et la profondeur de l'expérience

La suite à la page 24



JOBS CAMPUS

La suite de la page 23

qui travaillera avec d'autres collègues hauts fonctionnaires d'autres disciplines à haut risque comme la fraude prévention et sécurité et de la sécurité.

En cas d'urgence humanitaire majeure, le titulaire du poste devra travailler en dehors des descriptions de travail normales, être en mesure de faire varier les heures de travail en conséquence et entraîner des réponses régionales de sauvegarde.

CHAMP D'APPLICATION DU RÔLE:

Rapports à: Directeur régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre

Ligne forte en pointillés à: Directeur mondial de sauvegarde des enfants

Nombre de rapports directs: Aucun rapport directs

PRINCIPAUX DOMAINES DE RESPONSABILITÉ:

Chef de sauvegarde des enfants et champion au sein de l'équipe de direction principal régional

Faire preuve de leadership clair, fort et le renforcement des capacités conformément à la Stratégie mondiale sauvegarde des enfants au niveau du Bureau régional. Travailler avec d'autres collègues supérieurs, y compris ceux des zones à haut risque (tels que la sécurité et la sécurité et la fraude) d'utiliser toutes les plateformes internes appropriées afin de sensibiliser le public, les

normes et conduire aux offices nationaux de fournir des plans et des priorités d'action identifiés.

Offrir une haute qualité, le support technique accessible et fiable, des conseils et de la capacité dans les réponses aux questions de sauvegarde comme ils émergent des programmes à long terme, les interventions d'urgence / humanitaires, ainsi que des enquêtes multidisciplinaires complexes.

Soutenir le réseau régional de sauvegarde des enfants pour permettre la mise en œuvre au niveau national

La formation régionale des programmes de formation de formateurs

Entreprendre une formation de l'approche des formateurs pour permettre à un groupe régional durable à long terme des points focaux, les agents de formation et les agents d'enquête afin de livrer la conformité au sein des bureaux de pays.

Examiner et renforcer les systèmes La protection des enfants au sein des organismes partenaires, grâce à une planification et permettant à leurs propres programmes de formation

La protection des enfants et le développement durable dans les capacités des bureaux de pays

Soutenir la mise en œuvre des plans d'action Pays / Bureau régional. Superviser et le suivi, et de travailler avec le directeur

régional afin d'assurer qu'ils exigent les niveaux maximaux de conformité et de compétence.

Travailler en collaboration avec les hauts dirigeants et des experts techniques afin d'identifier et d'utiliser les possibilités d'intégrer la sauvegarde des approches dans tous les aspects de notre travail

Appliquer une analyse critique pour nous assurer que nous vivons à notre engagement à faire de Save the Children de sécurité pour les enfants.

Pratique La protection des enfants promu dans le secteur

Utiliser de façon appropriée des opportunités externes pour développer la pratique sauvegarde des enfants, tirer parti de l'expérience d'informer et d'actualiser la politique interne pour faire en sorte que Save the Children maintient sa position en tant que chef de file au sein du secteur

Agir à titre d'ambassadeur pour la sauvegarde des enfants en tout temps

modèle des niveaux élevés de comportement de sauvegarde professionnelle et de maintenir les normes requises par la sauvegarde des enfants Politique et code de conduite

Ville D a k a r

Expériences / Formation du candidat

E s s e n t i e l

La suite à la page 25

La suite de la page 24

Education à la norme de diplôme avec une qualification professionnelle dans un domaine pertinent

Une expérience profonde de protection de l'enfant / enfant pratique de sauvegarde dans les pays en développement/fragiles

expérience de leadership au sein d'une ONGI, un grand complexe ONG, ministère ou une autre organisation semblable travaillant avec les communautés et les enfants vulnérables ou ayant une expérience similaire au sein de Save the Children

solide expérience d'influencer et de travailler en partenariat avec les dirigeants et les principaux influenceurs

Expérience de travail sur les enquêtes et les enquêtes ou disciplinaires

expérience multidisciplinaire de travailler avec succès avec les cadres supérieurs dans d'autres parties de l'organisation propre / partenaire pour fournir d'importants changements opérationnels avec une expérience de fournir des résultats à des normes élevées

Une vaste expérience de la construction des réseaux internes et externes personnels au niveau supérieur.

Une vaste expérience de la planification et l'exécution de programmes / ateliers de formation en matière de protection des enfants

/ sauvegarde à différents niveaux (par exemple, les travailleurs sur le terrain, les gestionnaires, les cadres supérieurs et les décideurs)

Aptitude avérée en termes de communication verbale et rédaction de rapports en langue anglaise

Aptitude avérée en matière de communication verbale, la formation et la rédaction du rapport en langue française

les gens inspirants et des compétences en leadership

Excellente communication et compétences de présentation

Connaissance approfondie des questions relatives aux enfants dans les pays en développement

engagement démontrable aux droits de l'enfant

Capacité à gérer et à maximiser les avantages de la diversité culturelle

Autosuffisants, styles dynamiques de travail a u t o - m o t i v a t i o n

Aptitude à établir des priorités et de faire face à des demandes concurrentes

Capacité de fournir à long soutien à distance et établir des relations et des réseaux de soutien

Capacité à fournir des résultats par rapport aux horaires exigeants et face à des demandes concurrentes

Capacité de voyager et de travailler dans des environnements difficiles

La résilience et la situation personnelle pour pouvoir se déplacer dans une région et dans une moindre mesure au niveau international, pour une durée minimale indicative d'environ 100 jours par an, dans certains cas impliquant de longs trajets et souvent à court terme

La connaissance des forces et des faiblesses et des preuves d'engagement à autogérée développement personnel

S o u h a i t a b l e

L'expérience de premier plan et d'entreprendre la protection des enfants complexe / sauvegarde des enquêtes et ou enquêtes disciplinaires

l'expérience principale d'un rôle de premier plan dans le travail de plaidoyer au niveau national / international ou politique soit dans le domaine de la protection de l'enfant / sauvegarde ou les droits de l'enfant pour parvenir à un changement de politique

L'expérience de la direction, la coordination et la participation au sein des réseaux professionnels

Preuve de l'expertise professionnelle, le développement personnel et l'apprentissage dans le domaine des services de garde

Expérience de travail

La suite à la page 26



JOBS CAMPUS

La suite de la page 25

dans les environnements hostiles et difficiles
L'expérience du travail Voyage liées dans des environnements difficiles

Afrique, Sénégal
Contrat C D D
Date de fin de validité 04/04/2017

Durée du contrat 03 ans

Fonctions A u t r e
Activités A u t r e
Pays

Postuler en ligne <https://www.savethechildren.net/jobs/job-details/3845>



Avis de recrutement

Poste: ALIMA - NIGERIA
- Directeur Grant

D e s c r i p t i o n

ALIMA cherche son avenir Grant Directeur au Nigeria à partir de Juin 2017! S'il vous plaît jeter un oeil sur ce que nous attendons à ce poste:

2017_03_22 NIGERIA
- Grant Directeur

POUR POSTULER, merci de nous faire parvenir - votre CV - vos réponses aux questions suivantes (vous joignez un document Word):

1) Quelle est votre expérience de travail avec les bailleurs de fonds?

2) Avez-vous une expérience dans la négociation avec les bailleurs de fonds, ou de représenter votre organisation dans un cadre formel? Si oui s'il vous plaît expliquer ce que vous avez aimé ce sujet / avez bien fait et quelles ont été vos difficultés.

3) Quelle est votre expérience dans le suivi et les rapports d'écriture?

4) S'il vous plaît indiquer votre niveau en anglais et en français, lu écrit parlé (échelle de 1 à 10, 10 étant locuteur natif)

5) S'il vous plaît indiquer votre date de disponibilité pour une mission

S'il vous plaît envoyez votre candidature à candidature@alima.ngo et mentionner «Grant Manager-Nigeria» comme sujet.

Ville Maiduguri/Abuja

Fonctions

Communication, Coordination, Gestion de projet

Activités S a n t é

Pays Afrique, Nigeria

Contrat C D D

Date de fin de validité 30/04/2017



Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso

Tél: + 226 76609721

E-mail: redaction@sc-mail.info

Site web:

www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations

n°5509P/2013/CAO/TGI.O/P.F

n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration

OTC

Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication

Siaka GOW

Directrice des rédactions

Eliane Bayala

Equipe de reportage

- Bernard M' Pempé Hien

- Augustin Nikiéma

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara

- Francois blanc

- Boureima Sogoba

-Augustin Irwaya Ouedraogo

- Tigiane Antoine Ki

- Blaise Sama

- Jean Paul Yekpaye

- Mamadou Goh

- Désiré Guigma

- Jérôme Bissyendé

- Frédérick PoOda

- Valentin Ouedraogo

- Moumouni Guio

- Nicole Ouedraogo

-Amédée Silga

- Karim Koala

- Ouaboué Bakouan

- Albert Tarpaga

-Paul Soma

-Arjouman Saganogo

- Joseph Kaboré

-Valentin Singbéogo

- Issa Sepama

- Hermann Toé

- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage

Eliane BAYALA

Aminata PORGO

Bernard HIEN

Alfred Syé KAM

Oeil du professionnel

Distribution

Téléchargeable sur:

www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721

+226 72080505

+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Service commercial

+226 61 07 20 20

Représentation Bobo Dioulasso

Tél: +226 20954746

+226 72070909

Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien en version numérique à télécharger.



PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

18/03/2017 AU 25/03/2017 Groupe II

Ave Maria	25	47	98	88	Naaba Koom	25	35	70	46
Balkuy	25	37	51	36	Nagrin	25	46	90	48
Baraka	25	33	02	72	Nazani	25	36	65	10
Belle ville	25	40	84	14	Ninrwa	25	41	80	38
Cathédrale	25	31	28	07	Noom-Wendé	25	50	31	17
Charis	25	47	98	78	Pissy	25	43	13	35
Concorde	25	31	29	49	Sacré cœur	25	34	60	60
Coura	25	38	83	90	Saint Julien	25	38	06	10
Djimbina	25	35	77	65	Saint Lazare	25	36	86	48
Dunia	25	36	20	51	Saint Michel	25	45	48	08
Ecoles	25	31	52	32	Santé-validité	68	91	87	04
Fraternité	25	36	48	00	Savane	25	31	13	48
Galiem	25	35	28	44	Taoko	25	36	69	27
Hosanna	25	41	26	48	Téranga	25	36	09	70
Jeunesse	25	34	35	04	Wend denda	25	31	09	64
Kamin	25	34	30	28	Yennega	25	37	03	37
Kilwin	25	50	84	62	Zone I	25	48	15	13/53
Sainte Trinité	25	41	26	46	Zougrana	25	40	98	75
Mariama	25	30	05	76					
Naab Raga	25	30	06	27					

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47

Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45

ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11

SONABEL: 25 30 61 00

Aéroport: 25 30 65 15

Police secours: 25 30 71 00

Gendarmerie: 25 31 33 40

Bobo-Dioulasso

Pompiers: 18

Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44

ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11

SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30

Aéroport: 20 97 00 70

Burkina secours: 20 97 01 43

Police secours: 17

Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique et Universitaire

Science - Education - Politique - Société - Economie

Semestriel;

Presse en ligne;

Quotidien numérique gratuit

sur www.sciences-campus.info

✓ **Couverture médiatique**

✓ **Publicité**

✓ **Communication**



- **L'actualité des Centres de recherche**
- **L'actualité des écoles et universités**
- **L'actualité générale des 45 provinces en continue**
- **Les activités du gouvernement**
- **L'actualité internationale**

Un espace emploi



sur www.jobs-campus.com

L'actualité du monde pour les campus, l'actualité des campus pour le monde

Adresses: www.sciences-campus.info/ redaction@sc-mail.info

226 76609721/ 72080505/ 72072121

05BP5805 Ouaga02

Boulevard de Tensoaba à 500 mètres du SIAO